

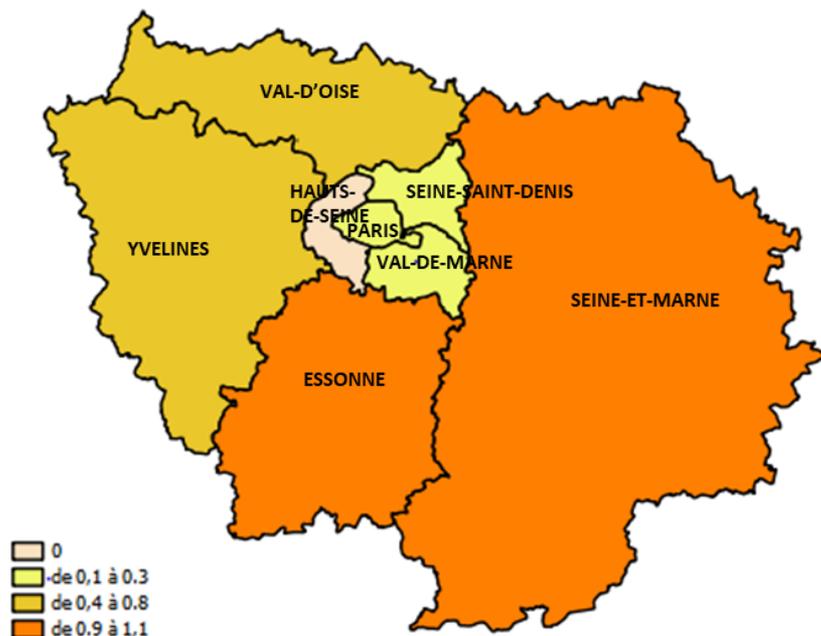
# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

## 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2019 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (en %, données CVS-CJO)



- Au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens augmente par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 en catégorie A (+2,1 %) et en catégories A, B, C (+0,5 %).
- Le taux de chômage diminue de 0,4 point au 4<sup>e</sup> trimestre 2019, atteignant 7,1 %.
- L'emploi salarié augmente de 0,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2019.
- L'activité partielle augmente massivement au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.
- Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi diminue au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- L'ampleur de la crise sanitaire à la fin du premier trimestre 2020 nécessite un commentaire spécifique sur les évolutions intervenues au mois de mars. C'est pourquoi nous avons repris, pour l'Île-de-France, les analyses nationales conduites par la Dares et Pôle emploi dans leur [Focus sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en mars 2020](#). Début juin, nous publierons une mise à jour de ces évolutions en intégrant le mois d'avril. La prochaine publication trimestrielle sera, elle, disponible en août et portera sur le deuxième trimestre 2020.
- La mise en place de nouvelles procédures de production a affecté la qualité des remontées d'information de Pôle emploi sur les variables du métier et de la qualification de l'emploi recherché. Dans l'attente d'un correctif, les statistiques consacrées aux métiers en tensions et aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont plus commentées.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

[idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

## Sommaire

### Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

### Demande d'emploi et chômage

Page 5 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 6 : L'effet de la crise sanitaire sur les demandeurs d'emploi en catégorie A

Page 7 : L'effet de la crise sanitaire sur les demandeurs d'emploi en catégorie BC et ABC

Pages 8-10 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

Page 12 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

Page 13 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

Page 14-15 : Les entrées à Pôle emploi

Page 16-17 : Les sorties de Pôle emploi

Page 18 : Le taux de chômage (Insee)

### Emploi

Page 19 : Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi

Page 20 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 21 : L'intérim

Page 22 : L'emploi salarié

Page 23 : L'emploi salarié par secteur

### Tensions sur le marché du travail

Page 24 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail

### Accompagnement des mutations économiques

Page 25 : L'activité partielle

Page 26 : Les plans de sauvegarde de l'emploi

### Demande d'emploi et chômage

Au premier trimestre 2020, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 979 280 (catégories A, B et C - données CVS). Parmi eux, 668 650 n'ont pas travaillé du tout durant le mois précédent (catégorie A).

En baisse depuis le deuxième trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente très nettement au premier trimestre (+2,1 % contre +0,8 % en France métropolitaine). Cette progression s'explique par la crise sanitaire intervenue au mois de mars (+7,2 % entre février et mars).

La très forte diminution du nombre de demandeurs ayant eu une activité réduite longue (-8,2 % sur le trimestre et -22,6 % sur mars en catégorie C) modère la hausse de la demande d'emploi en catégories A, B, C (+0,5 % sur le trimestre et +3,0 % sur mars).

L'augmentation de la demande d'emploi en catégories A, B, C provient d'une très forte baisse des sorties de Pôle emploi (-8,3 % sur le trimestre et -24,5 % sur mars).

Le recul de la demande d'emploi entre février et mars touche toutes les tranches d'âge : les moins de 25 ans, les 25-49 ans et les 50 ans et plus. Il est plus fort chez les hommes que chez les femmes : +3,7 % contre +2,4 %. Il concerne l'ensemble des départements d'Île-de-France ; Paris et la Seine-et-Marne sont les plus touchés.

Au quatrième trimestre 2019, 7,1 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 7,9 % en France métropolitaine). Le taux de chômage baisse de 0,4 point par rapport au trimestre précédent.

### Emploi

Déjà en baisse sur les deux premiers mois du trimestre, le nombre d'offres d'emploi collectées chute entre février et mars (-22,7 % sur le trimestre).

Au quatrième trimestre, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) augmente de 2,7 % par rapport au quatrième trimestre 2018 mais diminue de 0,6 % pour les contrats durables.

Par rapport au trimestre précédent, le nombre d'intérimaires augmente légèrement (+0,9 %), malgré une baisse du nombre de contrats au quatrième trimestre 2019.

L'emploi salarié francilien progresse au quatrième trimestre 2019 (+0,4 %). Sur un an, la construction et l'industrie agro-alimentaire sont les secteurs les plus dynamiques.

### Tensions sur le marché du travail

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 36 nouvelles offres enregistrées pour 100 nouvelles demandes d'emploi en moyenne au premier trimestre 2020. Ce taux est en forte baisse par rapport au premier trimestre 2019 en raison de la crise sanitaire.

### Mutations économiques

La crise sanitaire généralise le recours à l'activité partielle. Au premier trimestre 2020, en Île-de-France, 1 5750 autorisations d'activité partielle ont été accordées pour motif économique et 22 000 autorisation pour motifs de « circonstances exceptionnelles ».

Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi et celui des emplois menacés diminuent nettement par rapport au trimestre précédent.

## Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

1 <sup>er</sup> trimestre 2020	Île-de-France	France métropolitaine	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	668 650	3 333 830	2,1	0,8	0,5	-1,9
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	979 280	5 450 330	0,5	0,0	-1,6	-2,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

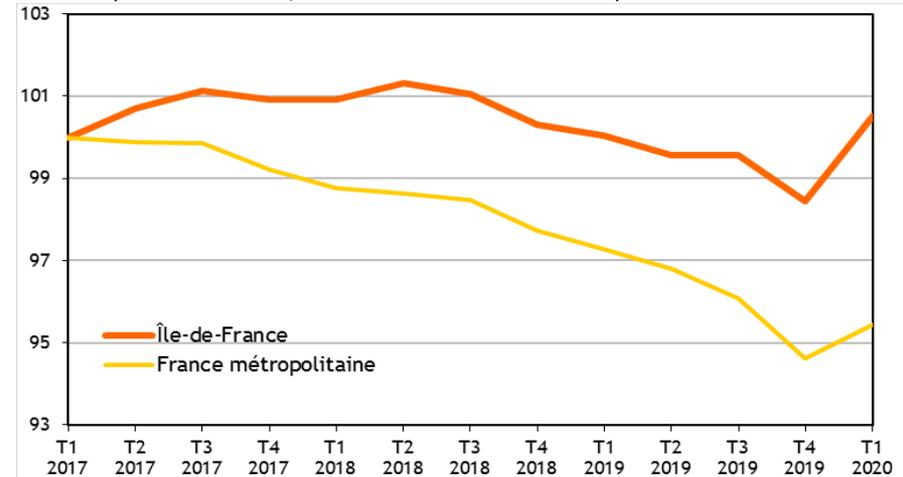
En baisse depuis le deuxième trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A augmente très nettement au premier trimestre 2020 en Île-de-France (+2,1 %). La progression est moins prononcée en France métropolitaine (+0,8 %), du fait d'une diminution plus modérée du nombre de demandeurs entre décembre 2019 et février 2020 dans la région (-0,4 % contre -1,3 %).

La forte baisse du nombre de demandeurs ayant eu une activité réduite (-2,9 % en catégories B, C) modère la hausse de la demande d'emploi en catégories A, B, C (+0,5 %).

Sur un an, l'évolution de la demande d'emploi est moins favorable dans la région qu'au niveau national en catégorie A, comme en catégories A, B, C.

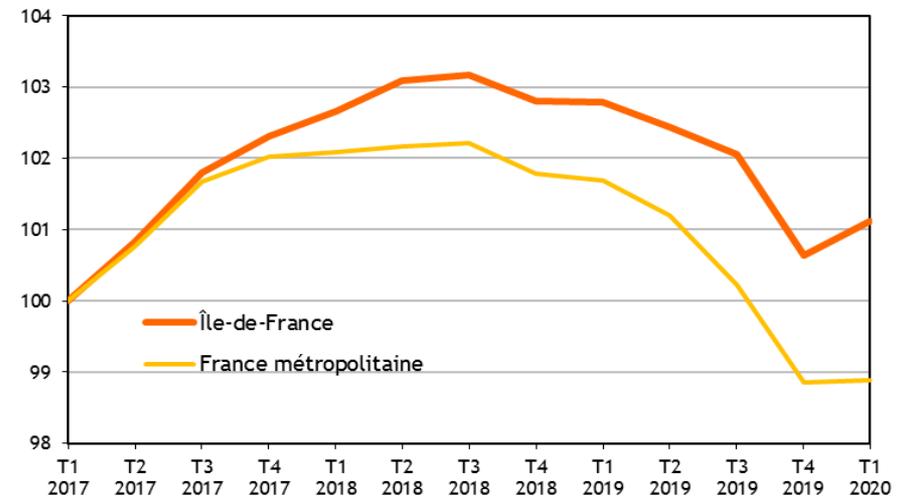
Après six trimestres de hausse, le nombre de demandeurs non tenu de rechercher un emploi, en raison notamment d'une formation (catégorie D) repart à la baisse (-2,3 % contre +0,2 % en France métropolitaine).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## L'effet de la crise sanitaire sur les demandeurs d'emploi en catégorie A en mars 2020

La hausse de la demande d'emploi au cours du premier trimestre 2020 s'explique par les effets de la crise sanitaire sur l'activité économique à partir de la mi-mars.

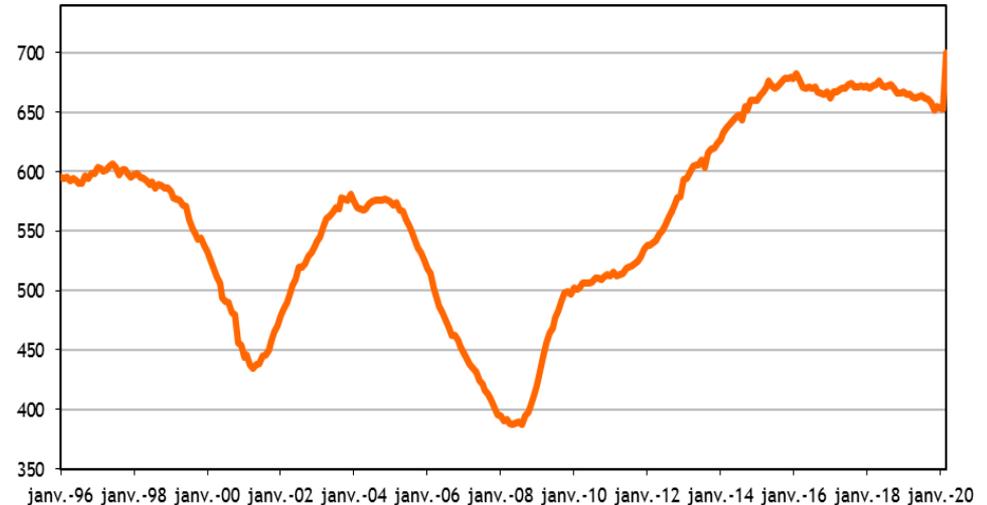
Avec 46 740 demandeurs d'emploi supplémentaires entre février et mars, le nombre de demandeurs en catégorie A s'établit à 699 420 fin mars 2020. C'est le niveau le plus haut observé dans la région depuis janvier 1996, date à laquelle débute le suivi statistique des demandeurs d'emploi.

En baisse de 0,2 % en janvier et en février 2020, la demande d'emploi en catégorie A augmente ainsi de 7,2 % en mars en Île-de-France, contre +7,5 % en France métropolitaine. À titre de comparaison, la hausse mensuelle intervenue en mars 2009, durant la crise financière, était de 2,9 %.

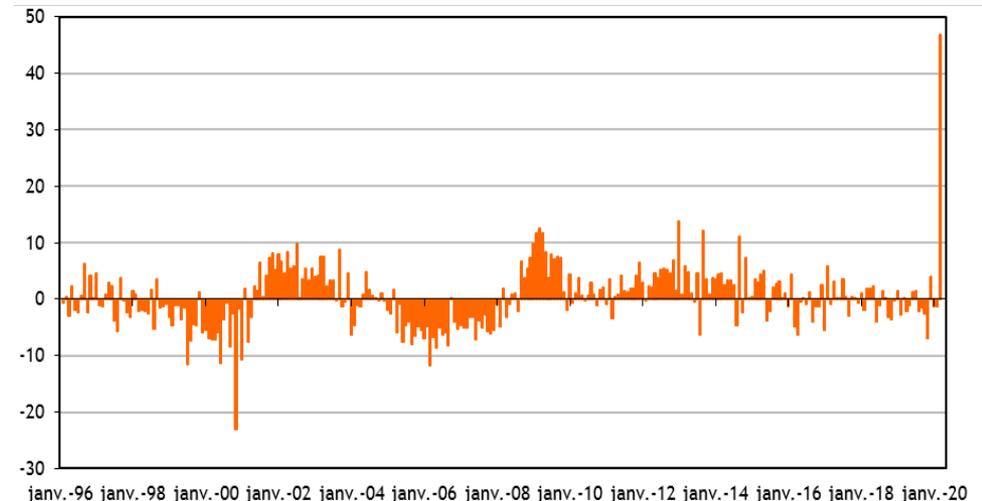
Cette augmentation est portée par les franciliens qui recherchent un métier dans les secteurs des arts et spectacles, de l'hôtellerie/restauration et, dans une moindre mesure, dans les secteurs du commerce et du bâtiment/travaux publics.

Entre février et mars, le passage des demandeurs d'emploi de catégories B ou C vers la catégorie A contribue pour moitié à l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A.

**Nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A**  
(Île-de-France, en milliers, données CVS-CJO)



**Variation du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A**  
(Île-de-France, en milliers, données CVS-CJO)



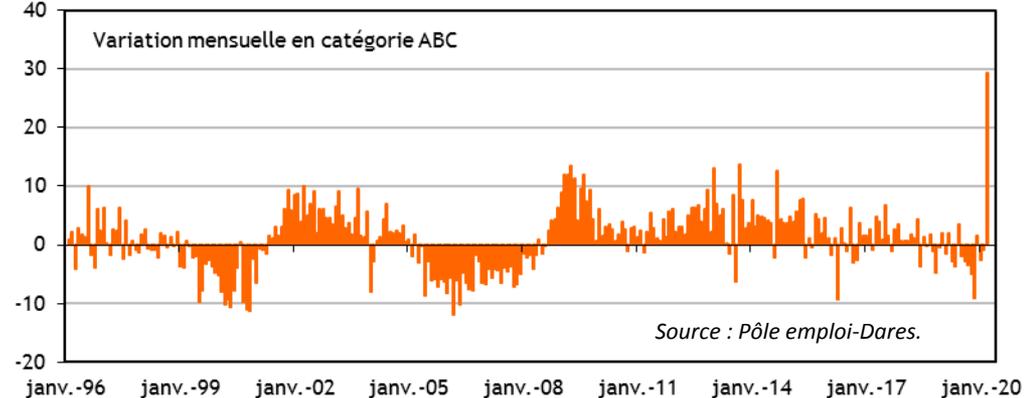
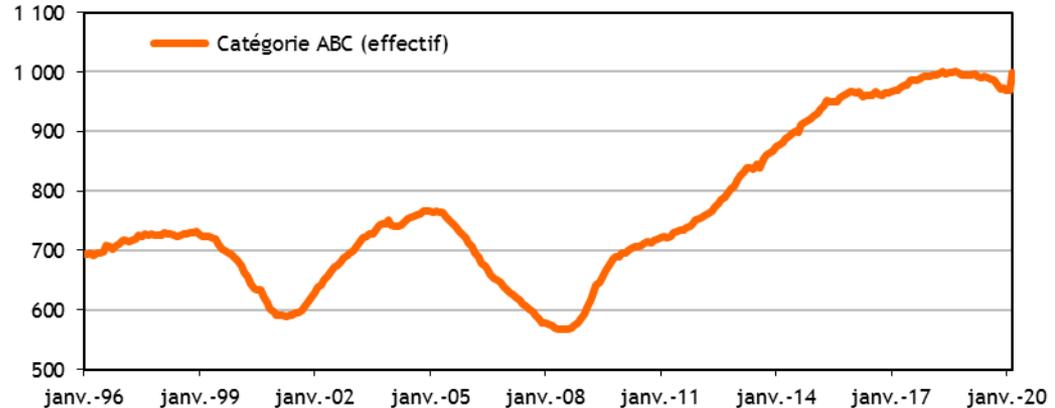
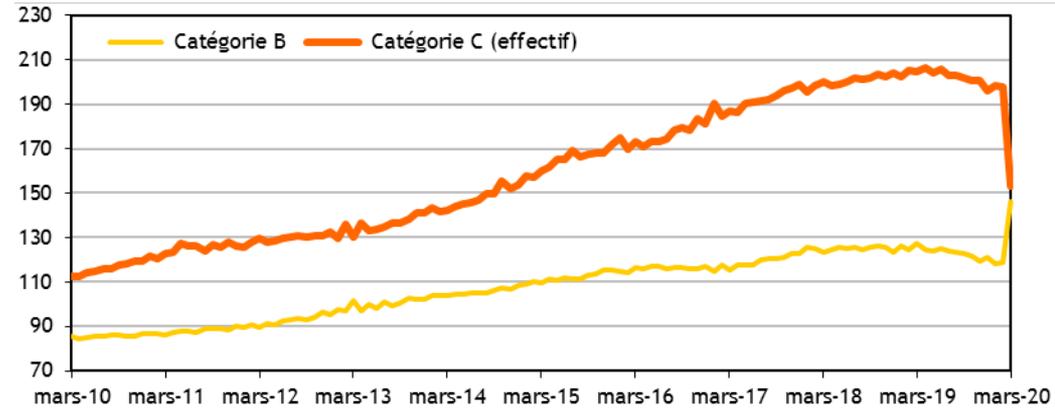
## L'effet de la crise sanitaire sur les demandeurs d'emploi en catégorie BC et ABC en mars 2020

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B, C) baisse de 5,5 % entre février et mars 2020. Ce repli masque des disparités importantes selon le nombre d'heures travaillées au cours du mois. Ainsi, l'effectif de la catégorie B, composé des demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite courte pendant le mois (moins de 78 heures), augmente très fortement (+23,0 %), alors que celui de la catégorie C (79 heures ou plus) baisse très nettement (-22,6 %).

La mise en place du confinement explique ces évolutions contrastées : les demandeurs d'emploi qui auraient dû travailler tout le mois de mars qui, en raison du contexte, n'ont finalement travaillé que durant la première moitié du mois, se retrouvent mécaniquement en activité réduite courte (catégorie B), alors qu'en l'absence de confinement, ils auraient exercé une activité réduite longue (catégorie C).

Au total, l'effectif des catégories A, B, C augmente de 29 330 personnes (+3,0 % contre +3,3 % en France métropolitaine). Il s'agit de la hausse mensuelle la plus forte jamais enregistrée depuis 1996. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C retrouve en mars 2020 son niveau d'octobre 2018.

Demands d'emploi inscrits à Pôle emploi (Île-de-France, en milliers, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares.

## Les demandeurs d'emploi par département au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

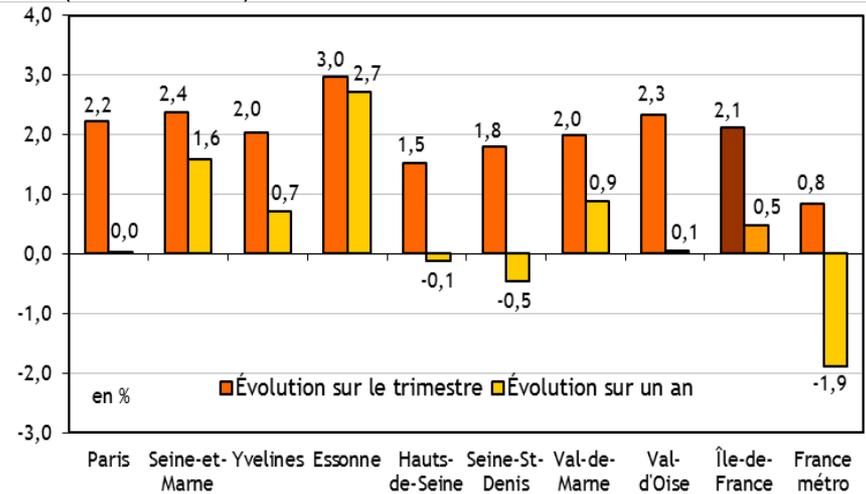
Données CVS-CJO 1 <sup>er</sup> trimestre 2020	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	129 860	2,2	0,0	198 590	0,3	-1,8
Seine-et-Marne	67 990	2,4	1,6	102 280	0,9	-0,5
Yvelines	65 410	2,0	0,7	96 130	0,7	-1,2
Essonne	59 720	3,0	2,7	89 920	1,1	-0,2
Hauts-de-Seine	80 810	1,5	-0,1	115 490	0,0	-2,0
Seine-St-Denis	119 570	1,8	-0,5	168 770	0,3	-2,4
Val-de-Marne	74 090	2,0	0,9	106 350	0,3	-1,4
Val-d'Oise	71 210	2,3	0,1	101 760	0,7	-2,7
<b>Île-de-France</b>	<b>668 650</b>	<b>2,1</b>	<b>0,5</b>	<b>979 280</b>	<b>0,5</b>	<b>-1,6</b>
France métro.	3 333 830	0,8	-1,9	5 450 330	0,0	-2,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Au premier trimestre 2020, la demande d'emploi francilienne est en croissance dans l'ensemble des départements de la région. Les Hauts-de-Seine affichent l'évolution la plus favorable (+1,5 % en catégorie A et 0,0 % en catégories A, B, C), tandis que l'Essonne connaît les plus fortes hausses (+3,0 % en catégorie A et +1,1 % en catégories A, B, C).

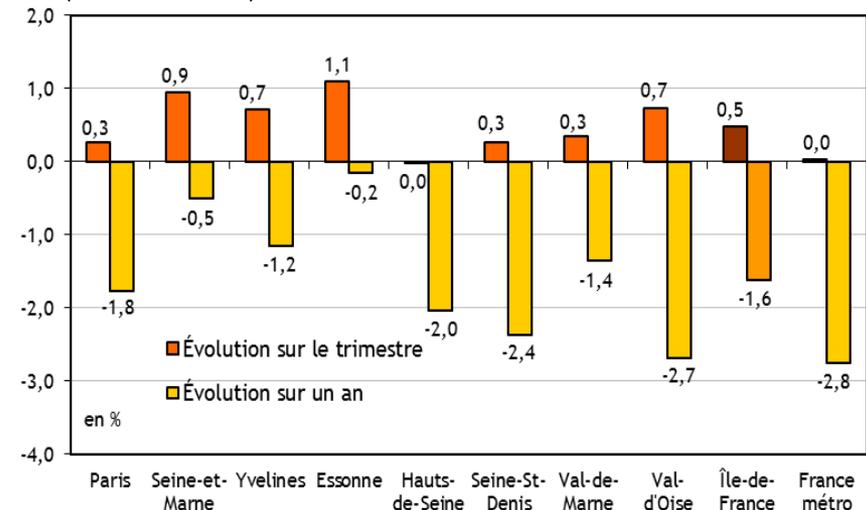
Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A ne baisse qu'en Seine-Saint-Denis (-0,5 %) et dans les Hauts-de-Seine (-0,1 %). En revanche, il recule dans l'ensemble des départements d'Île-de-France en catégories A, B, C (de -2,7 % dans le Val-d'Oise à -0,2 % en Essonne).

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi par département en mars 2020

L'augmentation de la demande d'emploi au premier trimestre 2020 s'explique par la très nette hausse du mois de mars dans l'ensemble des départements d'Île-de-France, que ce soit en catégorie A ou en catégories A, B, C.

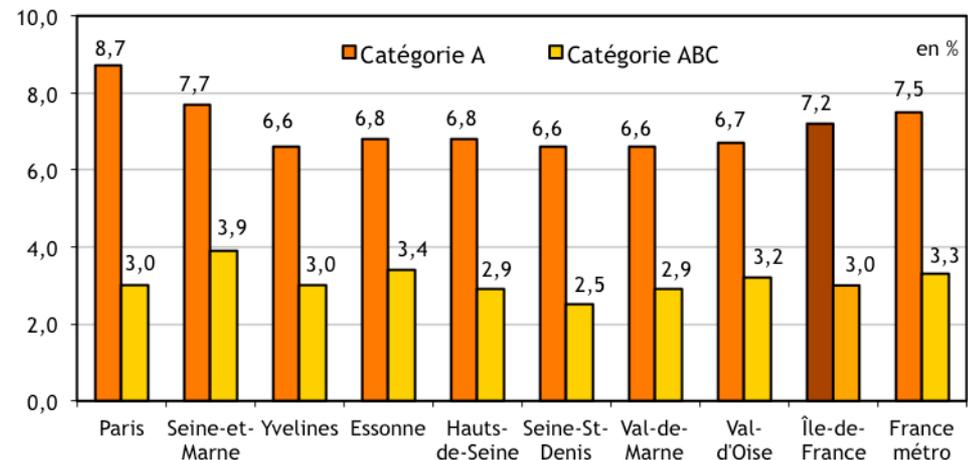
La hausse entre février et mars en catégorie A est partout supérieure à celle observée en catégories A, B, C. Paris, qui regroupe un cinquième des demandeurs d'emploi de la région, pâtit de la plus forte progression avec +8,7 % (+10 970). Viennent ensuite, la Seine-et-Marne (+7,7 %, soit +5 080), l'Essonne (+6,8 %, soit +3 960) et les Hauts-de-Seine (+6,8 %, soit +5 380).

En catégories A, B, C, l'évolution de la demande d'emploi varie de +2,5 % en Seine-Saint-Denis (+4 130) à +3,9 % en Seine-et-Marne (+3 930) entre février et mars.

Données CVS-CJO Mars 2020	Effectif cat. A	Mars / février (%)	Effectif cat. ABC	Mars / février (%)
Paris	137 070	8,7	202 370	3,0
Seine-et-Marne	71 270	7,7	104 890	3,9
Yvelines	68 180	6,6	97 970	3,0
Essonne	62 380	6,8	91 980	3,4
Hauts-de-Seine	84 370	6,8	117 650	2,9
Seine-St-Denis	124 670	6,6	171 510	2,5
Val-de-Marne	77 240	6,6	108 270	2,9
Val-d'Oise	74 240	6,7	103 920	3,2
<b>Île-de-France</b>	<b>699 420</b>	<b>7,2</b>	<b>998 560</b>	<b>3,0</b>
France métro.	3 488 600	7,5	5 561 400	3,3

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

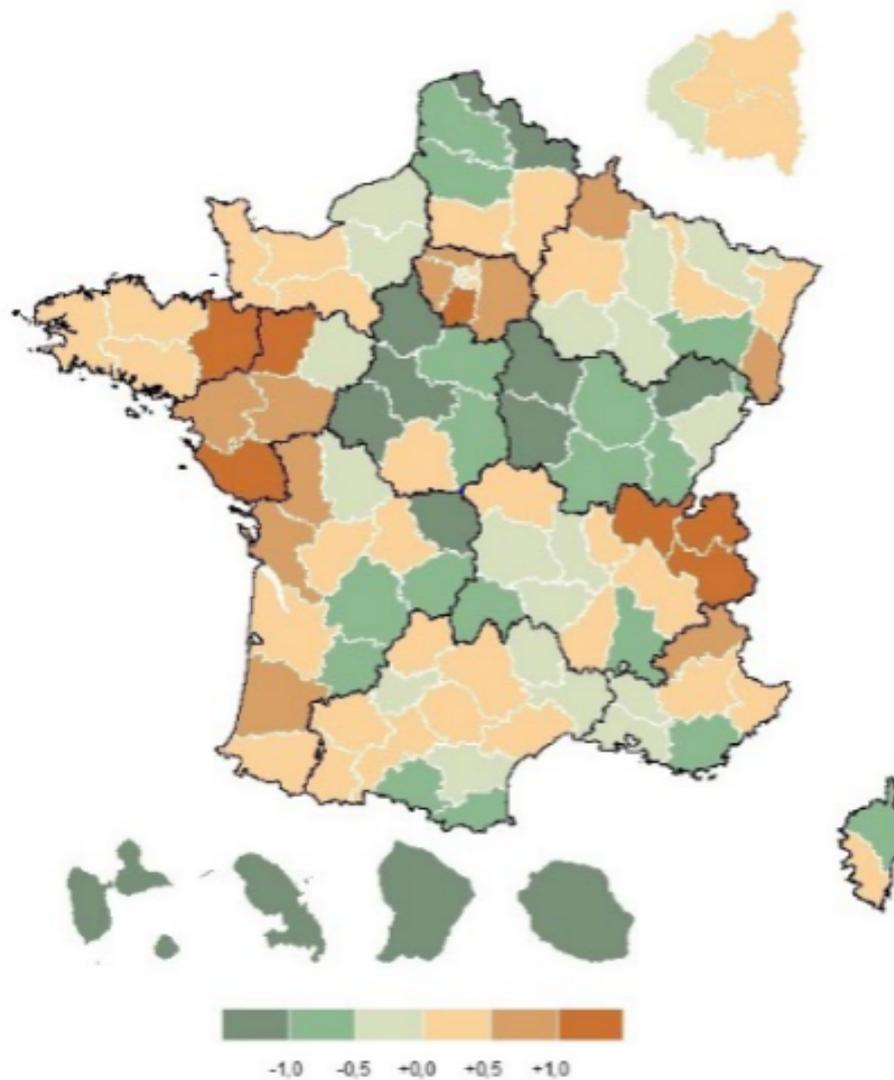
**Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département entre février et mars 2020** (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C par département entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2019 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2020  
(en %, données CVS-CJO)

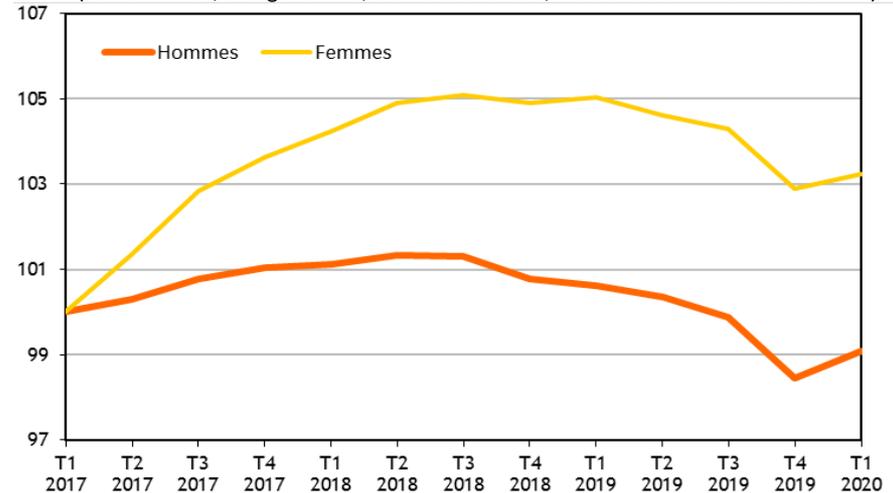


## Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (catégorie ABC)

Sur le premier trimestre 2020, en catégories A, B, C, la demande d'emploi francilienne des hommes augmente plus fortement que celle des femmes (+0,6 % contre +0,3 %). Les conséquences de la crise sanitaire sur la demande d'emploi sont plus défavorables pour les hommes (+3,7 % entre février et mars, contre +2,4 % pour les femmes). L'écart est plus important en France métropolitaine (+4,5 % en mars pour les hommes, contre +2,2 % pour les femmes).

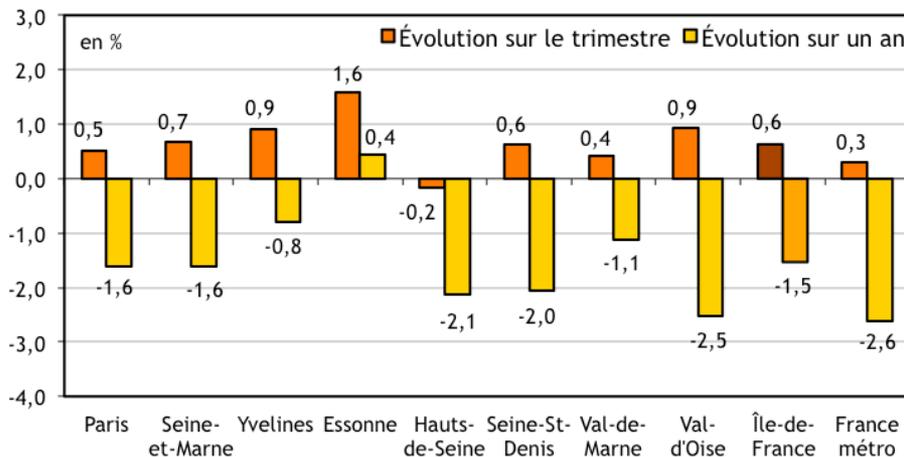
Sur le trimestre, la demande d'emploi évolue plus favorablement pour les hommes uniquement en Seine-et-Marne et dans les Hauts-de-Seine. Entre février et mars, la progression est supérieure pour les hommes dans l'ensemble des départements de la région, en particulier en Seine-et-Marne et en Essonne.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2017)



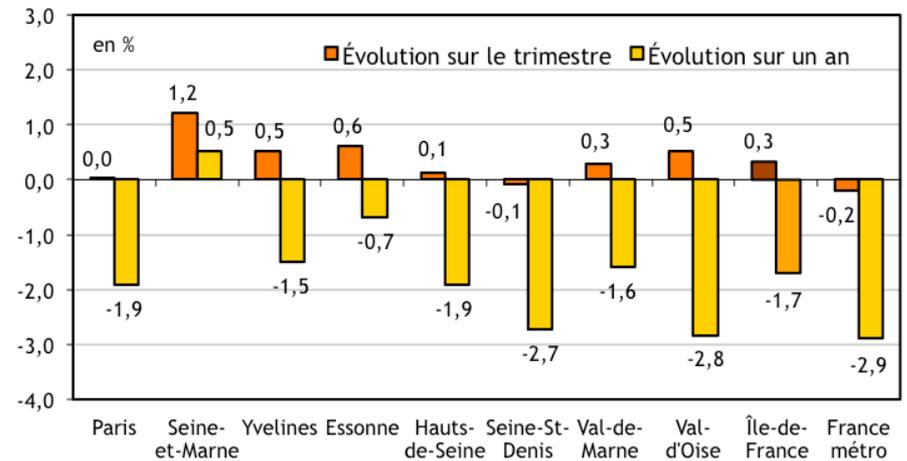
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

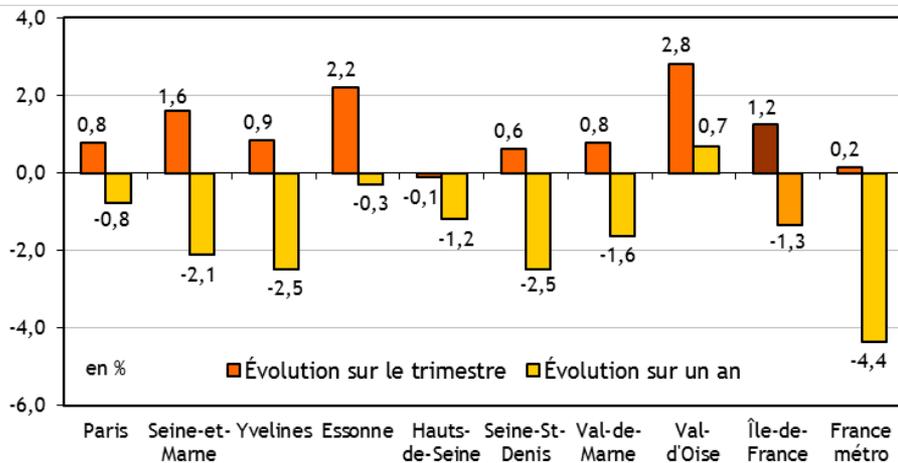
## Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (catégorie ABC)

Au premier trimestre 2020, la progression de la demande d'emploi concerne les moins de 25 ans, les 25-49 ans et les 50 ans ou plus.

La demande d'emploi des jeunes franciliens, en hausse de 1,2 % sur le trimestre (catégories A, B, C), est la plus affectée par la crise sanitaire en catégories A, B, C (+4,1 % sur mars), tandis qu'en catégorie A, ce sont les 25-49 ans qui sont le plus touchés (+8,0 % sur mars). Sur un an, l'évolution de la demande d'emploi des jeunes est nettement plus favorable en France métropolitaine (-4,4 % contre -1,3 % en Île-de-France).

Après un recul sur les deux trimestres précédents, la demande d'emploi des seniors repart légèrement à la hausse au premier trimestre (+0,2 % en catégories A, B, C), du fait de la crise sanitaire (+1,6 % entre février et mars, comme en France métropolitaine). Sur un an, la demande d'emploi des seniors bénéficie d'une diminution de 0,5 %.

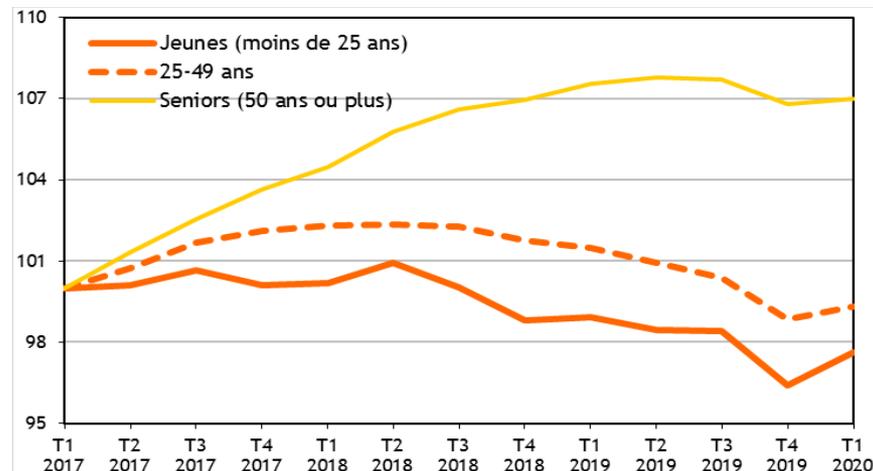
### Évolution du nombre de jeunes inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

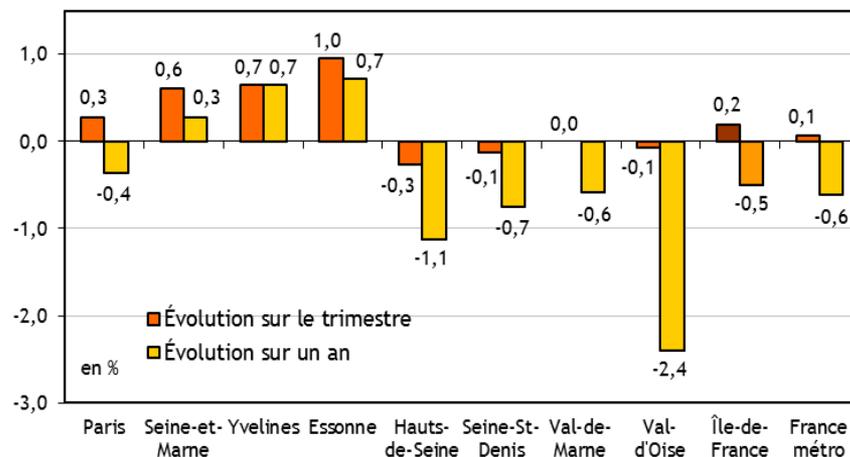
## Demande d'emploi

### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

### Évolution du nombre de seniors inscrits par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) reste en recul au premier trimestre 2020 (-0,5 % contre -1,2 % en France métropolitaine), malgré une augmentation de 1,6 % sur le mois de mars. Au sein de la région, le Val-d'Oise se singularise par une forte baisse sur un an (-6,6 %).

Au quatrième trimestre 2019, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 341 jours à Pôle emploi. C'est 12 jours de plus qu'au trimestre précédent\*.

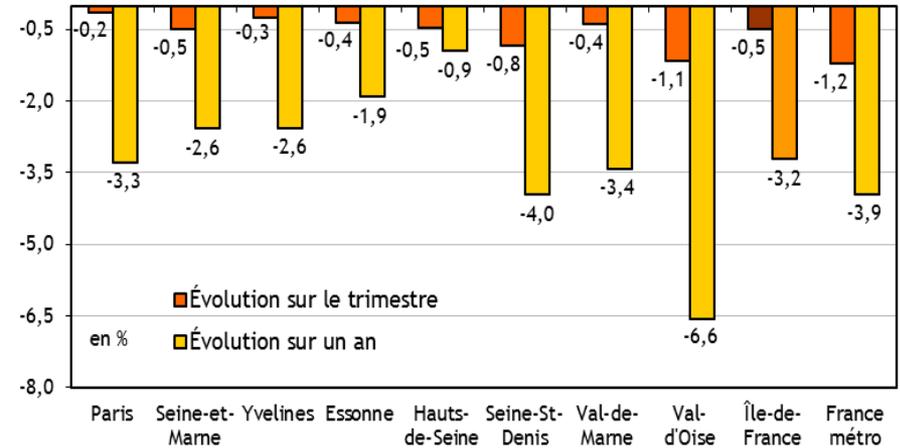
En hausse de 0,1 point sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France atteint 13,3 % au premier trimestre 2020. Elle varie de 11,0 % en Essonne à 16,8 % en Seine-Saint-Denis.

	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
1 <sup>er</sup> trimestre 2020	12,5	12,8	12,0	11,0	13,5	16,8	12,9	13,1	13,3	13,8
1 <sup>er</sup> trimestre 2019	12,8	12,0	12,0	10,8	13,2	16,5	13,0	13,2	13,2	13,2

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

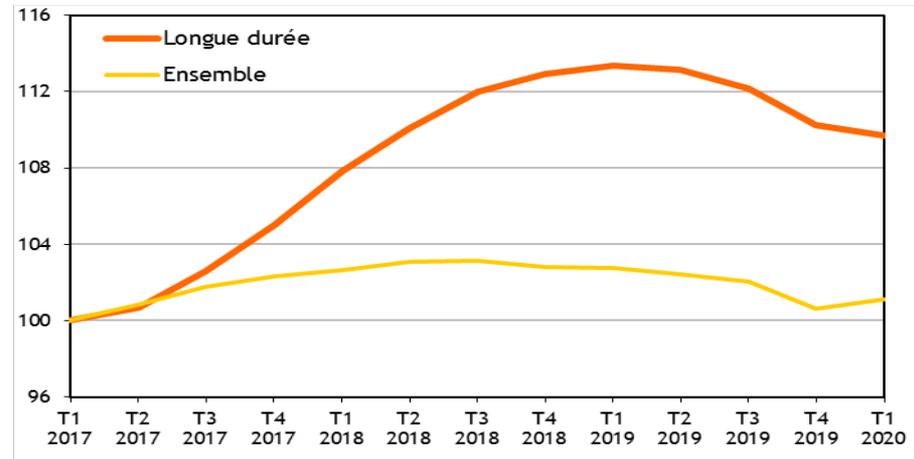
\* « Durée de chômage (4<sup>e</sup> trimestre 2019) », *Statistiques et indicateurs*, Septembre 2019, Pôle emploi, [lien vers la publication](#)

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département (catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2017)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

## Les entrées à Pôle emploi

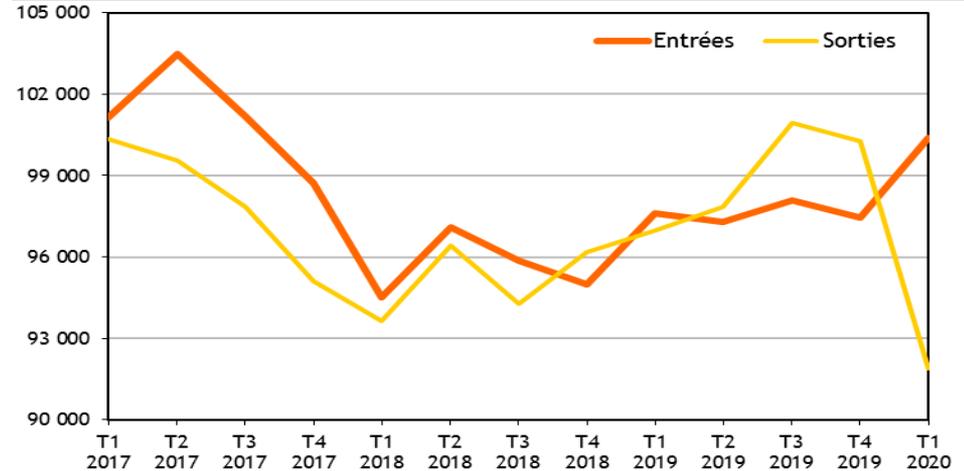
Si, en Île-de-France, le nombre d'inscriptions à Pôle emploi repart à la hausse au premier trimestre 2020 (+3,0 %), la crise sanitaire n'a pas engendré une augmentation des entrées comme au niveau national (-0,3 % entre février et mars, contre +6,5 % en France métropolitaine).

Les inscriptions liées à des fins de mission d'intérim (+5 050, soit +103,9 %) et à des fins de contrats courts (+3 650, soit +19,8 %) progressent nettement entre février et mars. La mise en place du confinement a, sans doute, conduit à des non-renouvellements de missions d'intérim ou de contrats courts, ainsi qu'à une baisse des embauches en contrats de courte durée.

En revanche, les premières entrées sur le marché du travail (-2 180, soit -31,9 %) et les retours d'inactivité (-2 200, soit -18,6 %) diminuent fortement sur le mois de mars. Certaines personnes ont probablement préféré différer leur entrée sur le marché du travail.

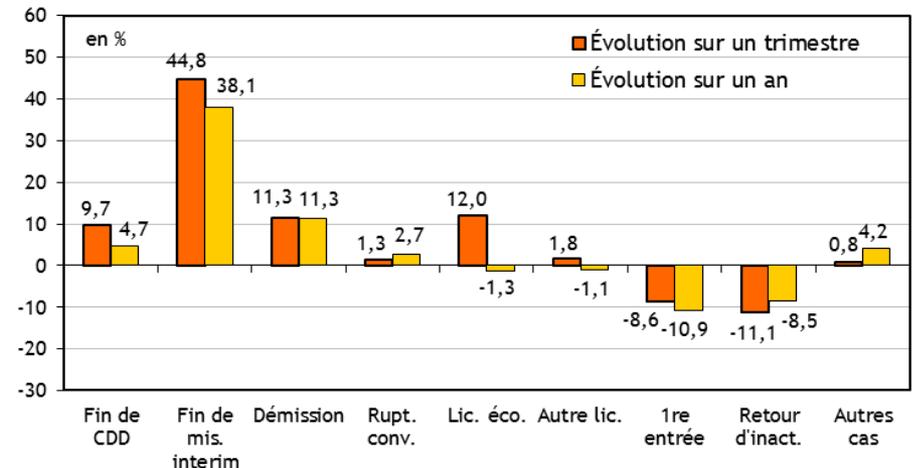
Le fort recul des « autres cas », qui représentent un tiers des motifs d'inscription, contribue également à diminuer le nombre total des entrées à Pôle emploi entre février et mars.

**Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



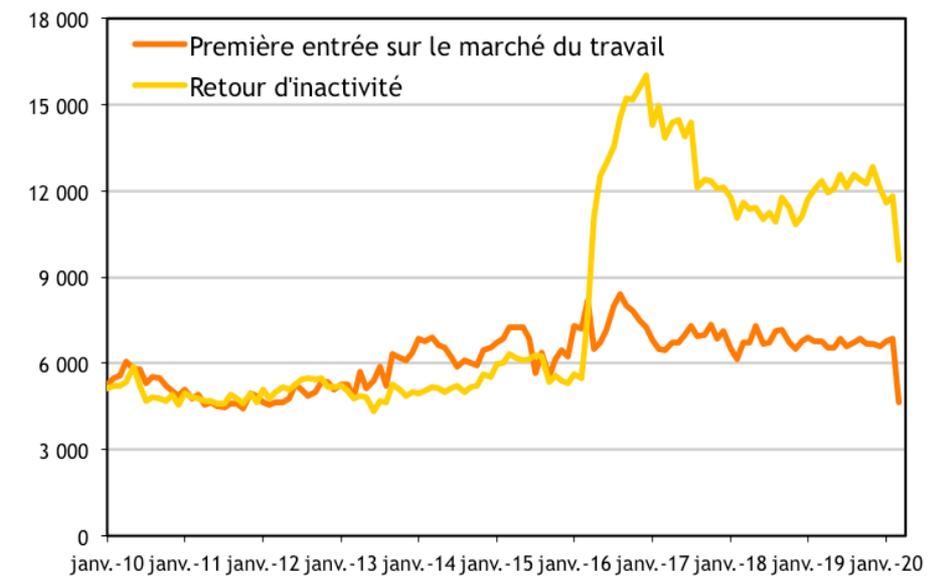
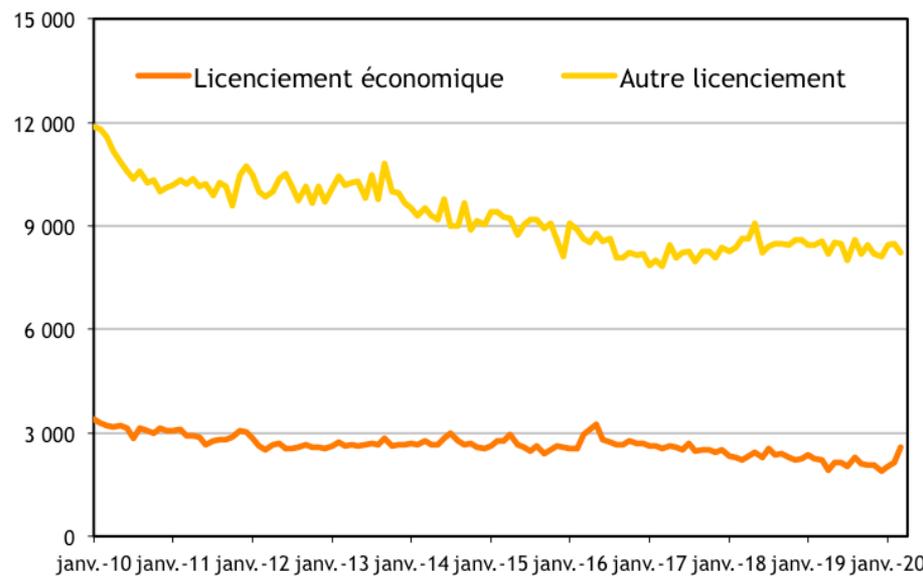
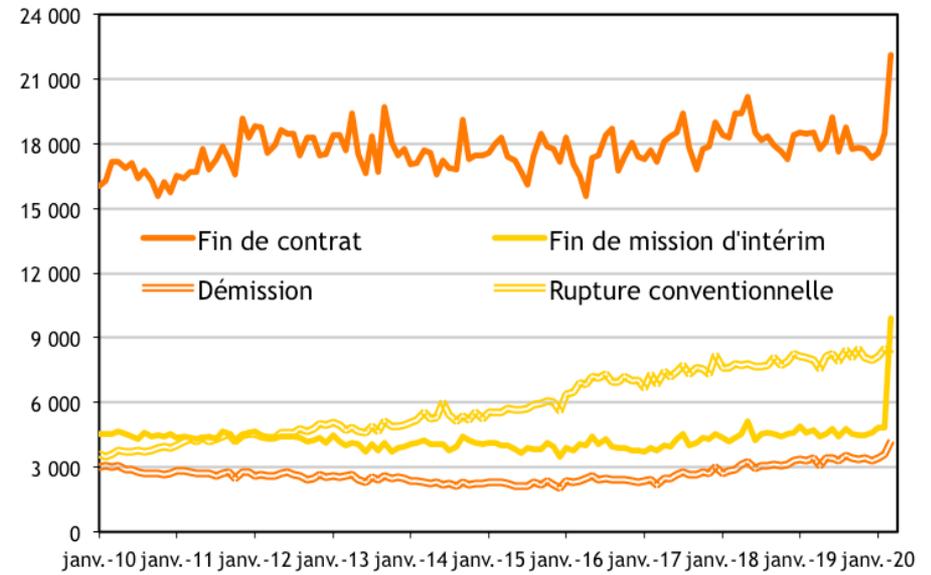
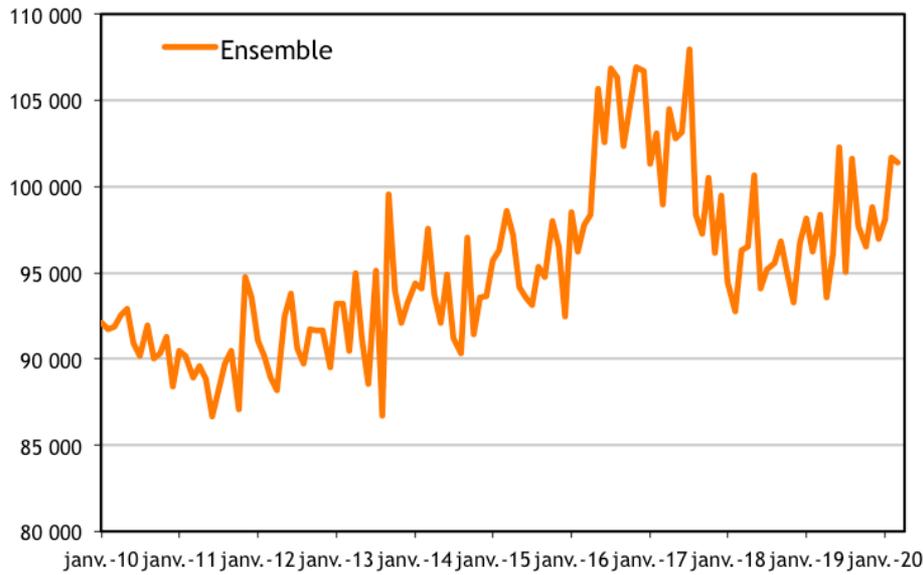
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Évolution sur le trimestre des entrées à Pôle emploi par principaux motifs**  
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

**Nombre d'inscriptions à Pôle emploi en catégorie ABC par motif (Île-de-France, données CVS-CJO)**



## Les sorties de Pôle emploi

La forte hausse des effectifs inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C, liée à la crise sanitaire provient, en Île-de-France, d'une baisse très nette du nombre de sorties (-8,3 % sur le trimestre et -24,5 % entre février et mars).

Ce repli s'explique essentiellement par la baisse des cessations d'inscription pour défauts d'actualisation (-10 230, soit -21,4 %), attribuable à plusieurs facteurs.

Tout d'abord, la moitié des sorties pour défaut d'actualisation correspondent à des reprises d'emploi non déclarées\*. Or, ces dernières sont nécessairement moindres compte tenu de la situation économique.

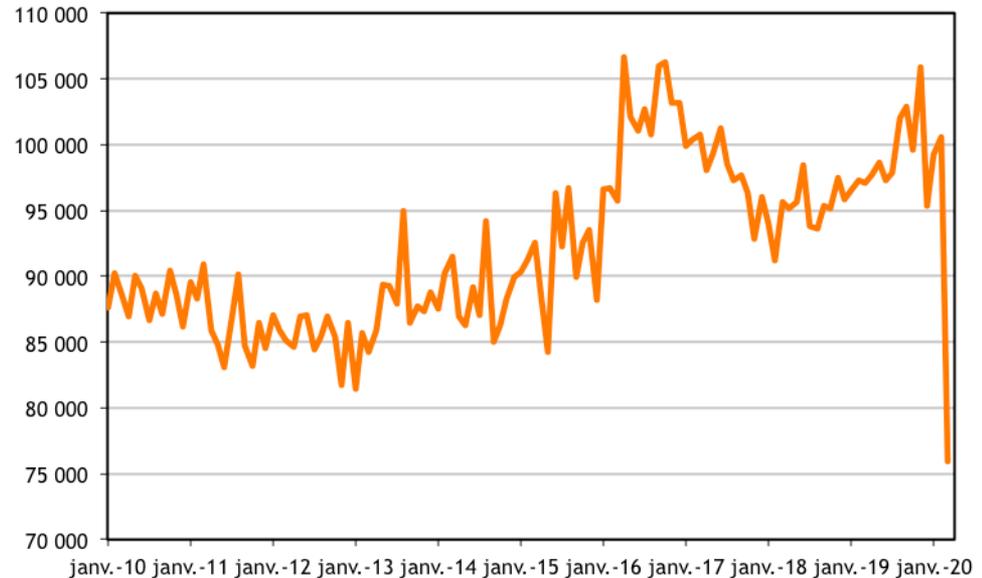
Ensuite, face à cette situation inédite, Pôle emploi a beaucoup communiqué auprès des demandeurs d'emploi pour qu'ils actualisent leur situation mensuelle.

Enfin, certaines personnes arrivant en fin de droit à l'indemnisation sont demeurées inscrites, suite aux mesures de prolongements des droits qui ont été prises.

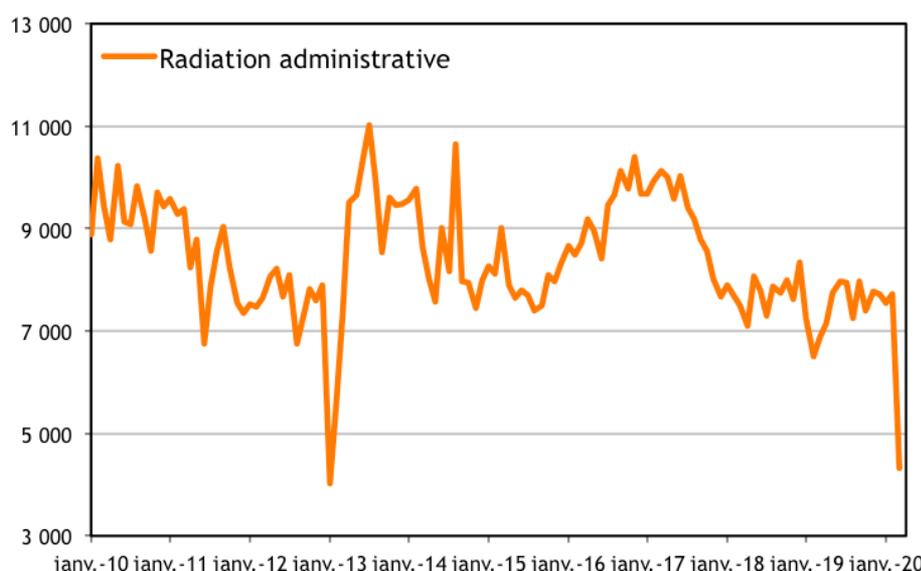
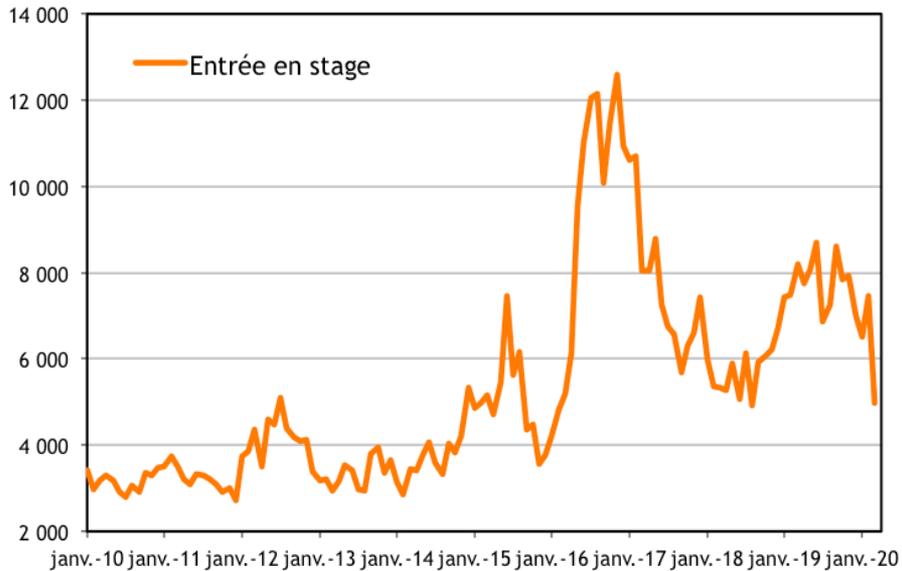
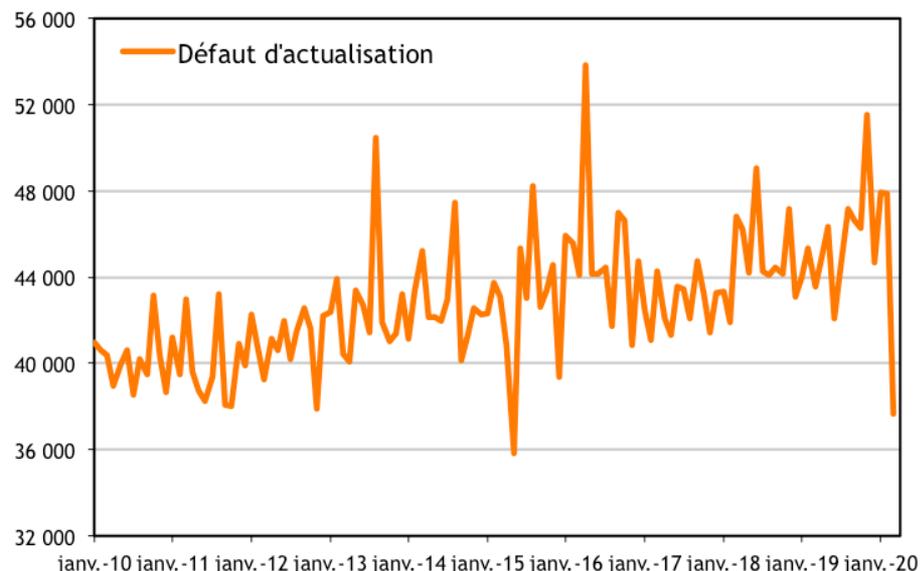
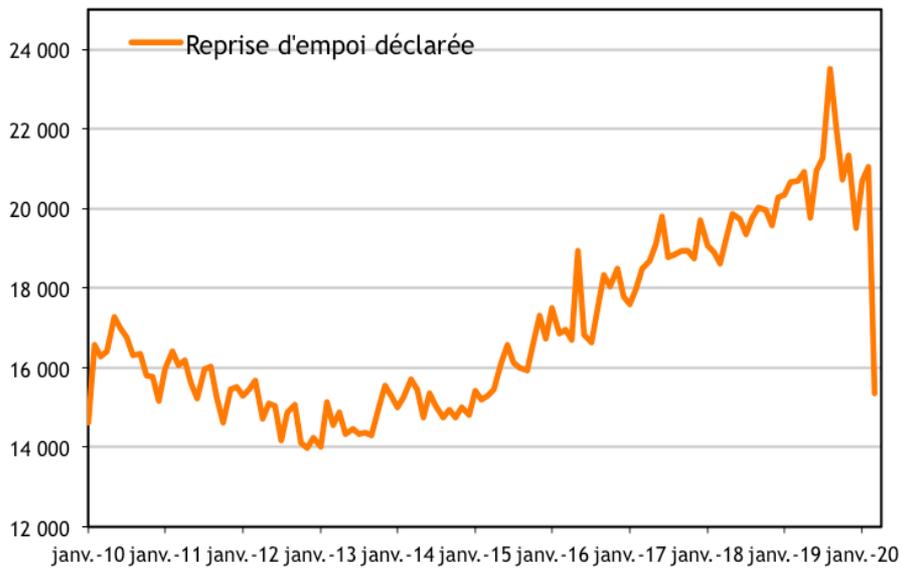
Trois autres motifs contribuent également au net recul des sorties de catégories A, B, C : les sorties pour reprises d'emploi déclarées (-5 690) en lien avec de coup d'arrêt de l'activité, les radiations administratives (-3 400) interrompues à la mi-mars et les entrées en stage ou en formation (-2 470).

\* [Enquête auprès des sortants des listes de Pôle emploi.](#)

Nombre de sorties de Pôle emploi en catégorie ABC  
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares.



Source : Pôle emploi-Dares.

## Le taux de chômage au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

Au quatrième trimestre 2019, le taux de chômage francilien s'établit à 7,1 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee. Il est moins élevé que celui du troisième trimestre 2019. Le taux de chômage en France métropolitaine baisse également à 7,9 % au quatrième trimestre 2019.

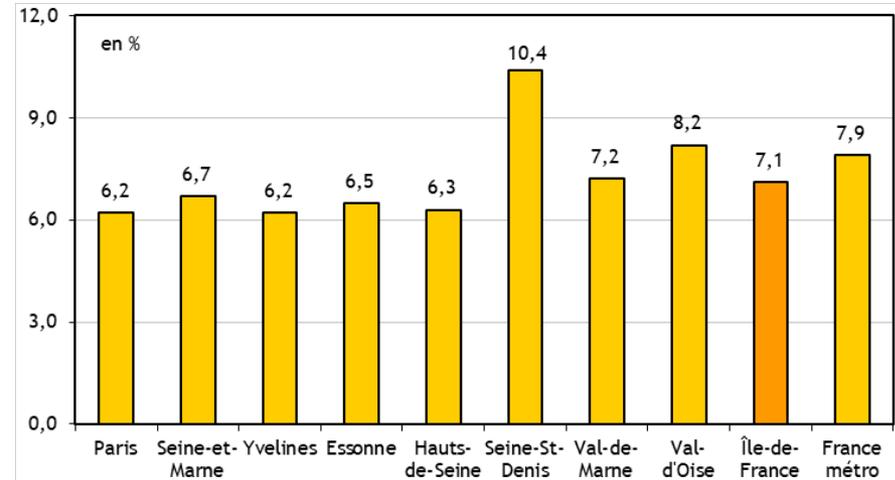
Sur un an, le taux de chômage poursuit sa décrue de 0,5 point en Île-de-France et de 0,6 point en France métropolitaine.

Après avoir atteint 9,0 % au quatrième trimestre 2014, le taux de chômage francilien suit une tendance à la baisse. Il reste cependant supérieur de 0,8 point à sa valeur du premier trimestre 2008 (6,3 %).

Structurellement le plus élevé de la région, le taux de chômage en Seine-Saint-Denis enregistre un recul de 0,6 point par rapport au trimestre précédent, et se situe à 10,4 %. Le Val-d'Oise enregistre également un fort taux de chômage (8,2 %). Les Yvelines (6,2 %), Paris (6,2 %) et les Hauts-de-Seine (6,3 %) connaissent les taux les plus faibles.

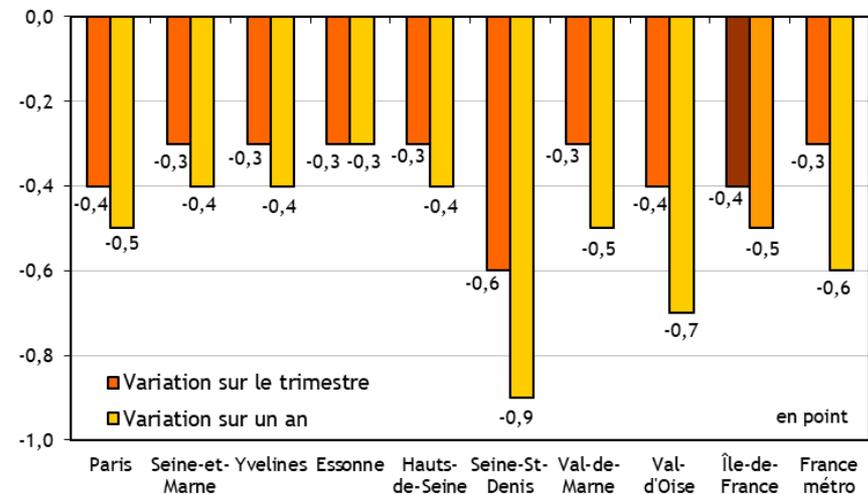
Sur un an, le taux de chômage diminue de 0,9 point en Seine-Saint-Denis et de 0,7 point dans le Val-d'Oise. Dans les autres départements, l'évolution varie de -0,3 point dans l'Essonne à -0,5 point à Paris et le Val-de-Marne.

**Taux de chômage localisé au 4<sup>e</sup> trimestre 2019**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

**Variation du taux de chômage localisé au 4<sup>e</sup> trimestre 2019**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

## Les offres d'emploi collectées\* par Pôle emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon le métier concerné. L'évolution du nombre de ces offres est donc affectée par la concurrence entre Pôle emploi et les autres acteurs de diffusion de l'emploi, en particulier à l'échelon départemental.

Au premier trimestre 2020, 35 440 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 25 430 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

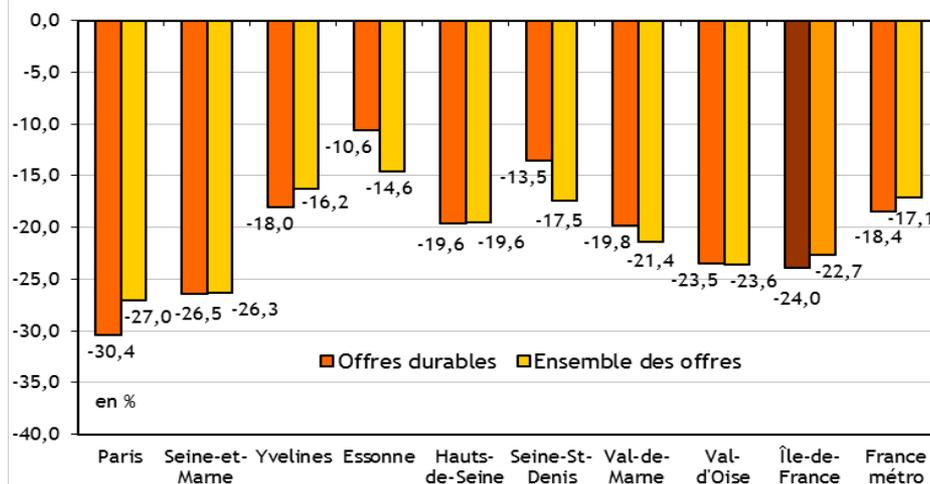
Déjà en baisse sur les deux premiers mois du trimestre, le nombre d'offres d'emploi collectées chute entre février et mars (-44,6 %). Sur le trimestre, les offres d'emploi durables reculent ainsi de 24,0 %. Elles représentent 72 % de l'ensemble des offres d'Île-de-France, contre 50 % il y a 10 ans. Les offres d'emploi temporaires et occasionnelles reculent, quant à elles, de 19,2 % sur le trimestre (-41,5 % sur le seul mois de mars).

Les conséquences de la crise sanitaire sur les offres collectées par Pôle emploi en France métropolitaine sont du même ordre.

Au sein de la région, sur le trimestre, Paris affiche la baisse la plus importante des offres d'emploi collectées (-27,0 % pour l'ensemble des offres et -30,4 % pour les offres durables), tandis que l'Essonne enregistre la baisse la moins prononcée (respectivement -14,6 % et -10,6 %).

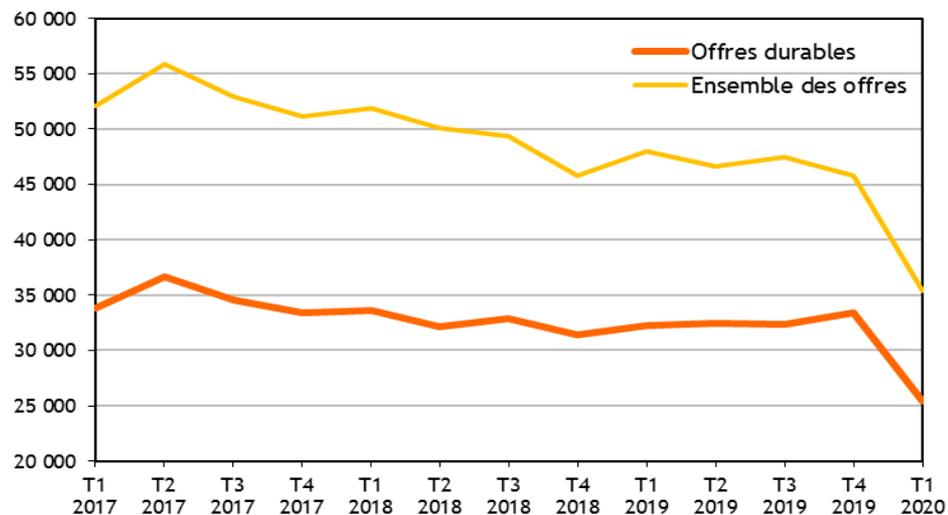
\* Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Évolution du nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

Nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

## Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

Plus de 2,1 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été conclues au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 en Île-de-France, dont 425 600 DPAE en CDD de plus de 6 mois et CDI.

Le nombre de DPAE au 4<sup>e</sup> trimestre 2019 (par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2018) a progressé tous contrats confondus en Île-de-France (+2,7 %) mais l'évolution des contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois) est négative, soit -0,6 %.

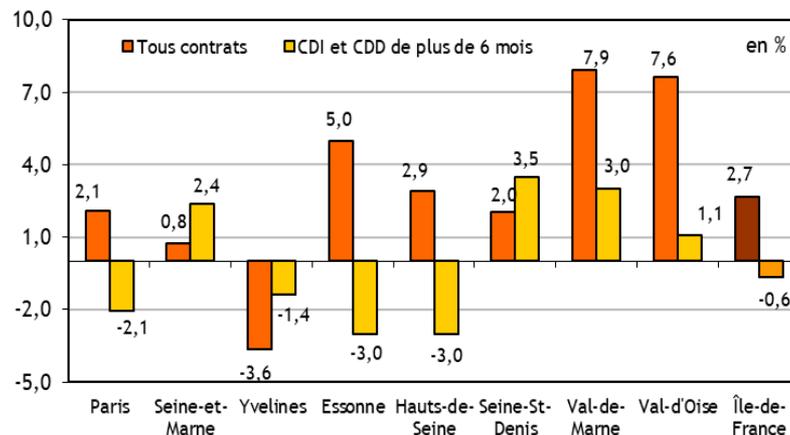
Tous contrats confondus, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise ont connu une hausse annuelle importante (respectivement +7,9 % et +7,6 %) alors que les Yvelines ont connu une diminution (-3,6 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne progressent le plus fortement (respectivement +3,5 % et +3,0 %).

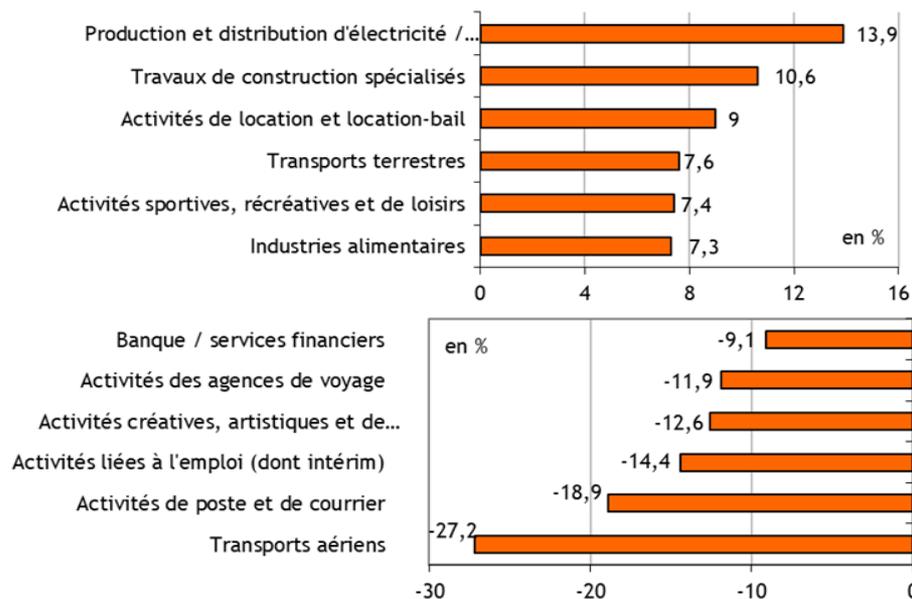
Le secteur de la production, distribution d'électricité et des travaux de construction spécialisés ont connu une augmentation des contrats durables (respectivement +13,9 % et +10,6 %).

Les secteurs des activités de poste et de courrier et les transports aériens ont connu la baisse la plus importante (baisse supérieure à 15,0 %).

Évolution annuelle des DPAE par département (T4 2019 / T4 2018)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs (six plus fortes hausses/baisse) (T4 2019 / T4 2018, Île-de-France)



## L'intérim au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

Près de 1 041 000 contrats d'intérim ont été signés au cours du 4<sup>e</sup> trimestre 2019 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières), ce qui représente, en moyenne journalière, 132 600 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

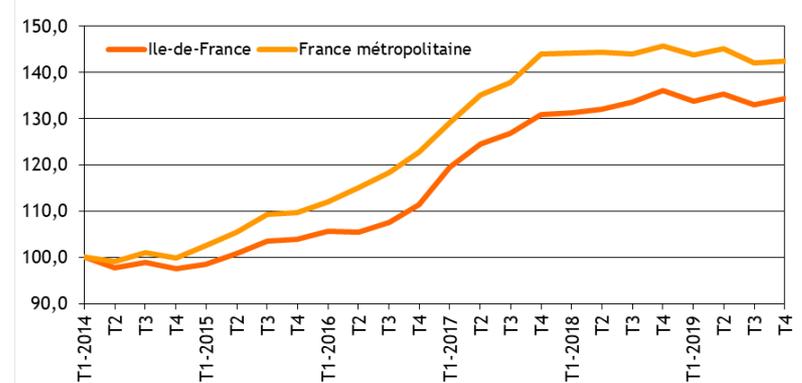
Par rapport au trimestre précédent, le nombre de contrats signés a diminué, alors que le nombre d'intérimaires en EETP est en légère hausse (+0,9 %) après une année 2017 en forte progression, une année 2018 assez stable et un deuxième trimestre 2019 en légère hausse. Au niveau national, la diminution est plus mesurée (+0,3 %). En revanche, sur un an, l'activité intérimaire reste en légère baisse : respectivement -1,4 % pour l'Île-de-France et -2,2 % pour la France métropolitaine.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie enregistre un recul : -0,9 % pour le nombre d'EETP par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2019, en particulier, la fabrication de matériels de transport (-9,4 %) et, dans une moindre mesure, la métallurgie (-1,6 %).

L'activité intérimaire dans la construction repart à la hausse, après un 3<sup>e</sup> trimestre en forte baisse : +0,7 % ce trimestre, contre -5,0 % le trimestre précédent.

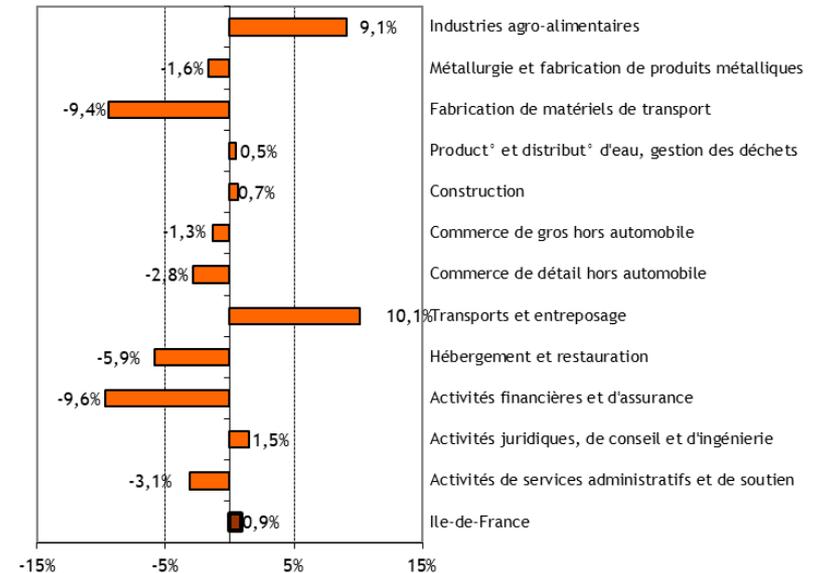
L'intérim dans le tertiaire progresse (+1,5 % par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2019), avec des différences suivant les principaux secteurs d'activités. Ainsi, on observe des hausses dans le transport / entreposage (+10,1 %) et dans les activités juridiques, de conseil et d'ingénierie (+1,5 %). En revanche, les activités financières et d'assurances, l'hébergement / restauration et les activités de services administratifs enregistrent un fort recul du nombre d'EETP : respectivement -9,6 %, -5,9 % et -3,1 % ce trimestre par rapport au précédent.

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 au 1<sup>er</sup> trimestre 2014)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Sources : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

# L'emploi salarié au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

À partir de la validité du T1 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) a été modifié et étendu aux niveaux sectoriel et géographique. Ont ainsi été ajoutés l'emploi des salariés du secteur de l'agriculture, de la fonction publique et des particuliers employeurs. Au niveau géographique le champ des ETE a été étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte).

Au quatrième trimestre 2019, l'ensemble de l'emploi salarié francilien progresse de 0,4 %, soit +20 900 emplois (données CVS) par rapport au trimestre précédent. L'emploi dans le secteur privé progresse de 0,4 % (+18 500) dans le secteur privé et de 0,2 % (+2 400) dans la fonction publique.

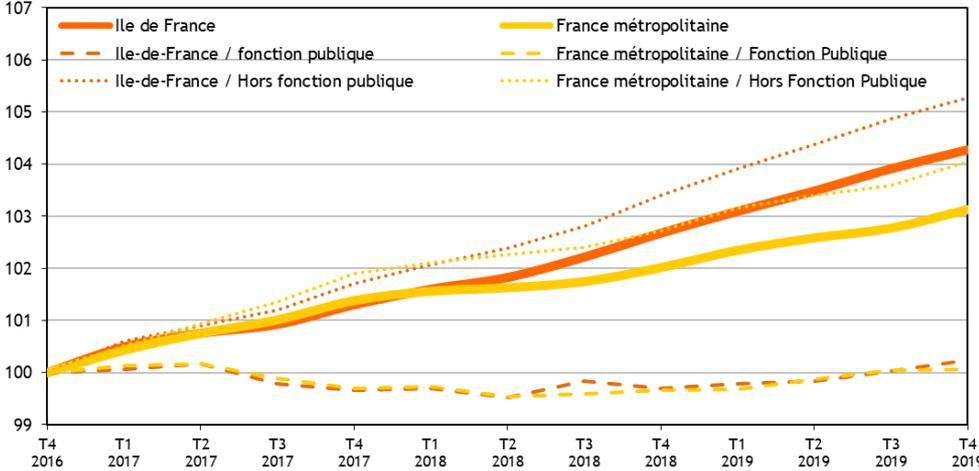
Dans le même temps, en France métropolitaine, l'emploi salarié augmente également (+0,3 %, soit +86 900 emplois).

Sur un an, l'emploi salarié francilien est en forte augmentation (+1,6 %, soit +91 700 emplois). Il reste stable dans la fonction publique et s'accroît de +1,8 % (+85 600) dans le privé. Ces évolutions attestent du dynamisme de l'emploi francilien qui représente 34 % de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine.

Au quatrième trimestre 2019, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié progresser le plus fortement sont la Seine-Saint-Denis et l'Essonne. A contrario, Paris, les Yvelines, les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne enregistrent les évolutions les plus faibles, comprises entre 0,0 % et +0,3 %.

Sur un an, l'évolution de l'emploi salarié au sein de la région est comprise entre +0,6 % dans les Yvelines (+3 000 emplois) et + 3,1 % (+19 400) en Seine-Saint-Denis.

**Évolution de l'emploi salarié (privé + fonction publique)**  
(données CVS, indice 100 au 4<sup>e</sup> trimestre 2016)



Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2019	Évolution T4 2019 / T3 2019		Évolution T4 2019 / T4 2018	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 862 239	79	0,0	28 829	1,6
Seine-et-Marne	473 614	3 316	0,7	8 617	1,9
Yvelines	543 883	1 477	0,3	3 013	0,6
Essonne	455 436	3 697	0,8	6 388	1,4
Hauts-de-Seine	1 080 591	3 276	0,3	11 345	1,1
Seine-Saint-Denis	638 393	6 035	1,0	19 364	3,1
Val-de-Marne	542 978	1 386	0,3	8 318	1,6
Val-d'Oise	384 480	1 598	0,4	5 858	1,5
<b>Ile-de-France</b>	<b>5 981 614</b>	<b>20 864</b>	<b>0,4</b>	<b>91 732</b>	<b>1,6</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>24 977 219</b>	<b>86 878</b>	<b>0,3</b>	<b>269 863</b>	<b>1,1</b>

Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

## L'emploi salarié par secteur au 4<sup>e</sup> trimestre 2019

L'évolution trimestrielle de l'emploi salarié est stable dans le tertiaire non marchand (+0,2 %) mais s'accroît dans la construction avec une augmentation soutenue (+1,0 %, soit +2 940 emplois), ainsi que dans les services marchands hors intérim (+0,5 %, soit +13 500 emplois) et le commerce (+0,4 %, soit +3 200 emplois). Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois salariés progresse dans les services marchands hors intérim (+2,0 %, soit +55 700 emplois) et la construction (+6,5 %, soit +17 970 emplois), tandis qu'il augmente légèrement dans l'industrie (+0,8 %) et dans le tertiaire non marchand (+0,6 %).

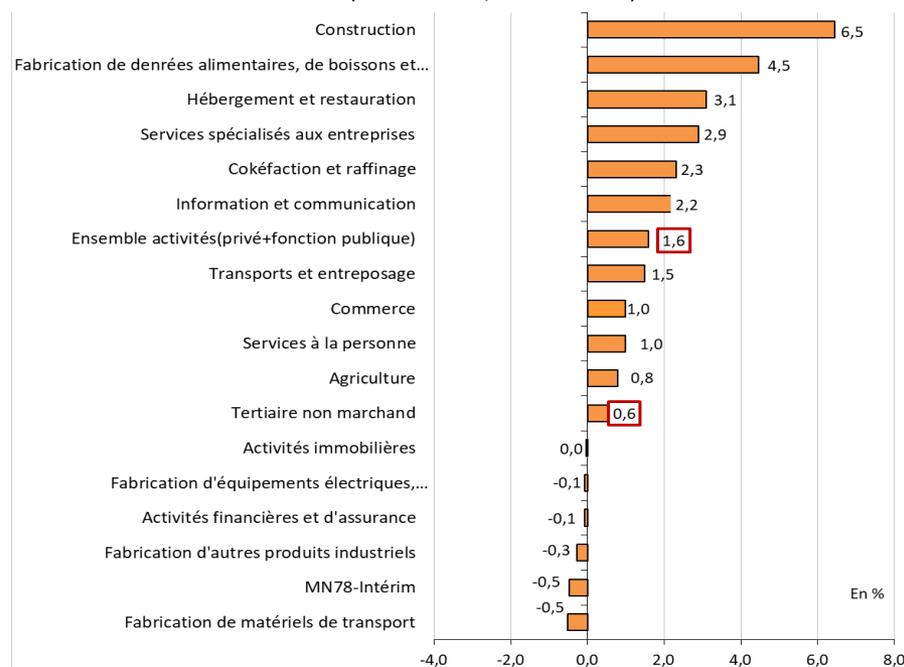
En un an, les secteurs industriels qui perdent le plus d'emplois sont la fabrication de matériels de transport (-0,5 %, soit -360 emplois), la fabrication d'autres produits industriels (-0,3 %, soit -445 emplois) et les équipements électriques et électroniques (-0,1 %, soit -50 emplois). Le dynamisme de la construction (+6,5 %, soit +17 970 emplois) et de la fabrication de denrées alimentaires et de boissons (+4,5 %, soit 2 300 emplois) compense cet affaiblissement.

La plupart des secteurs des services marchands ont enregistré des hausses. Les secteurs de l'hôtellerie, restauration (+3,1 %, soit +9 600 emplois), ainsi que les services spécialisés aux entreprises (+2,9 %, soit +28 000 emplois) et de l'information et communication (+2,2 %, soit +9 300 emplois) ont connu les plus fortes croissances. L'augmentation a été moins importante dans le secteur des services à la personne (+1,0 %, soit +3 650 emplois) et dans celui des transports et entreposage (+1,5 %, soit +5 480 emplois).

Par contre, le secteur des activités financières et d'assurance enregistre une évolution légèrement négative (-0,1 %, soit -260 emplois).

## Emploi

Évolution de l'emploi salarié (privé et public) entre le 4<sup>e</sup> trimestre 2018 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2019 dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Évolution de l'emploi salarié par secteur en Île-de-France (données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2019	Évolution T4 2019 / T3 2019		Évolution T4 2019 / T4 2018	
		Niveau	%	Niveau	%
Agriculture	5 560	0	0,0	50	0,9
Industrie	435 030	-160	0,0	3 310	0,8
Construction	296 400	2 940	1,0	17 970	6,5
Commerce	713 390	3 190	0,4	7 030	1,0
Services marchands hors intérim	2 903 800	13 480	0,5	55 660	2,0
Tertiaire non marchand	1 496 620	3 220	0,2	8 360	0,6
Intérim	130 820	-1 800	-1,4	-630	-0,5
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>5 981 610</b>	<b>20 860</b>	<b>0,4</b>	<b>91 730</b>	<b>1,6</b>
<b>Secteur privé</b>	<b>4 849 370</b>	<b>18 460</b>	<b>0,4</b>	<b>85 600</b>	<b>1,8</b>
<b>Fonction Publique</b>	<b>1 132 240</b>	<b>2 400</b>	<b>0,2</b>	<b>6 130</b>	<b>0,5</b>

Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles, Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

## Les tensions sur le marché du travail francilien au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Les statistiques sur la demande d'emploi par métier demandé et sur les métiers en tension ne sont plus diffusées car la mise en place de nouvelles procédures de production à Pôle emploi a affecté leur qualité.

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,36 point en moyenne au premier trimestre 2020, soit 36 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Sous l'effet de la crise sanitaire, ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,14 point par rapport au premier trimestre 2019. Cette évolution est la conséquence d'une forte baisse des offres d'emploi collectées (-25,6 % sur un an) et d'une augmentation des demandes enregistrées par Pôle emploi (+4,3 % sur un an).

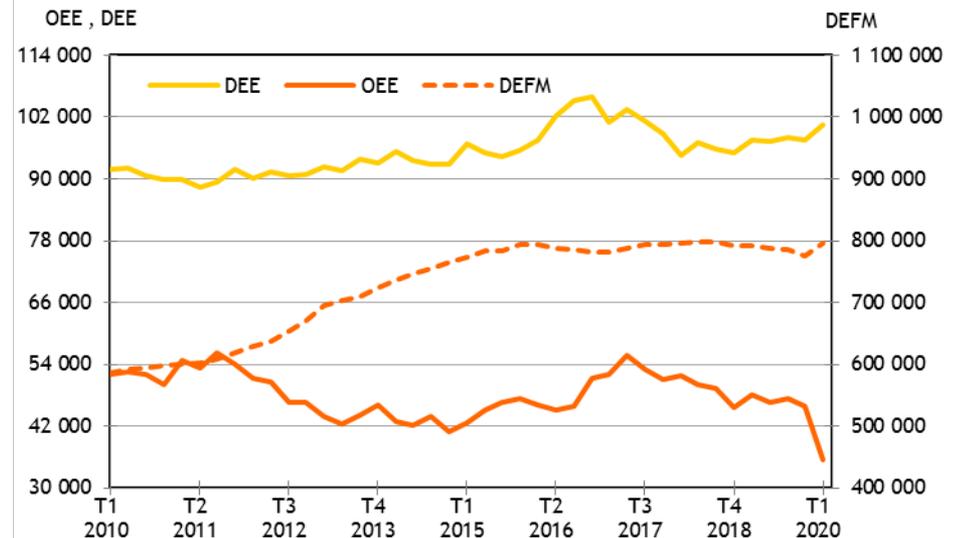
De son côté, la légère progression du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B (+0,6 % en données brutes) va dans le sens d'une contraction des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement diminue de 1,0 point sur le trimestre : 59,5 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, ou entrés au cours des 12 derniers mois, sont sortis des fichiers de Pôle emploi au premier trimestre 2020. Ce taux est supérieur à son niveau du premier trimestre 2019 (59,1 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 71,4 %. Il recule de 3,8 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (79,3 %) est plus faible qu'au trimestre précédent (86,5 %) mais plus élevé qu'au premier trimestre 2019 (61,7 %).

Les tensions sur le marché du travail (Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ; DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Directcte / Sese

## L'activité partielle au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Au cours du premier trimestre 2020, 1 575 décisions d'activité partielle \* ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 9,9 millions d'heures autorisées à être chômées en Île-de-France. Les demandes d'heures autorisées ont principalement augmenté au mois de mars en raison de la crise sanitaire.

Paris concentre 37 % des heures d'activité partielle autorisées dans la région ce trimestre. Plus de la moitié concerne des demandes dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.

Les Hauts-de-Seine est le deuxième département le plus touché avec 20 % du total des heures régionales. La moitié concerne une demande du secteur de la sécurité.

Avec près de 2 millions d'heures autorisées, les Yvelines est le troisième département le plus affecté. Près des deux tiers concernent le secteur de l'ingénierie et études techniques.

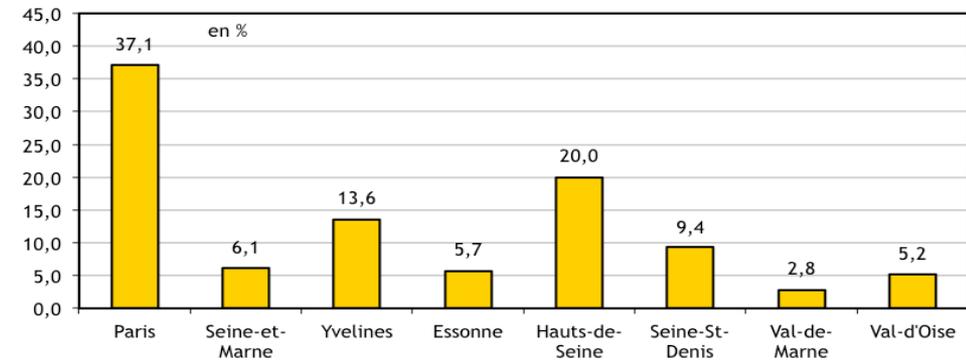
Trois secteurs concentrent 53 % des heures autorisées ce trimestre : l'hôtellerie-restauration, la construction et les activités de service et de soutien.

NB : plus de 22 000 demandes ont été déposées pour motifs de « circonstances exceptionnelles ». C'est finalement 114,2 millions d'heures d'activité partielle qui ont ainsi été accordées en conséquence de la crise sanitaire. Paris concentre 35 % de ces heures autorisées. Viennent ensuite les Hauts-de-Seine (12 %), la Seine-et-Marne (11 %) et les Yvelines (10 %).

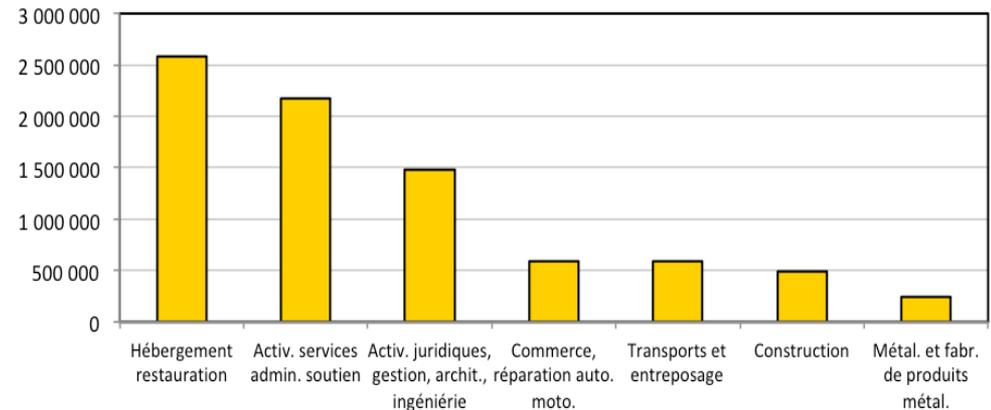
(\* ) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations au T1 2020	1 575	611	116	122	133	193	189	100	111
T1 2020	1 575	611	116	122	133	193	189	100	111
T1 2019	225	51	27	46	30	16	29	7	19
Heures associées au T1 2020	9 938 769	3 686 573	606 024	1 353 617	571 305	1 989 588	938 062	278 751	514 848
T1 2020	9 938 769	3 686 573	606 024	1 353 617	571 305	1 989 588	938 062	278 751	514 848
T1 2019	1 380 315	137 227	54 588	671 089	56 323	169 836	115 793	101 500	73 959
Évolution (%)	620,0	2 586,5	1 010,2	101,7	914,3	1 071,5	710,1	174,6	596,1

Répartition des heures autorisées par département au 1<sup>er</sup> trimestre 2020



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 1<sup>er</sup> trimestre 2020



## Les plans de sauvegarde de l'emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Au premier trimestre 2020, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 41 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 1 782 postes menacés dans le cadre des PSE ce trimestre. C'est inférieur à la moyenne constatée sur 12 mois.

Paris regroupe 40 % des emplois menacés en Île-de-France. Les emplois menacés dans ce département le sont principalement dans un établissement spécialisé dans le commerce de gros.

La Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-de-Seine et la Seine-et-Marne hébergent un grand nombre d'emplois menacés.

En un an, le nombre d'emplois menacés diminue dans l'ensemble des départements d'Île-de-France, à l'exception de la Seine-et-Marne (-4 %).

Parmi les secteurs qui emploient le plus de personnes dans la région, les activités du commerce et du transport et entreposage sont ceux qui menacent le plus de salariés.

Les secteurs qui concentrent le plus d'emplois menacés en proportion de leur emploi local sont ceux de la fabrication de denrées alimentaires et du travail du bois.

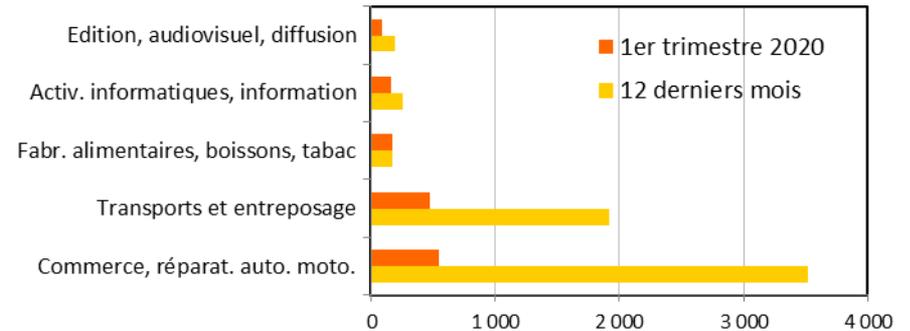
Parallèlement aux PSE, les entreprises de la région ont initié 13 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC) au premier trimestre 2020. Dans ce cadre, il y a eu 1 392 emplois menacés ce trimestre.

Les Yvelines hébergent le nombre le plus important d'emplois menacés (1 300).

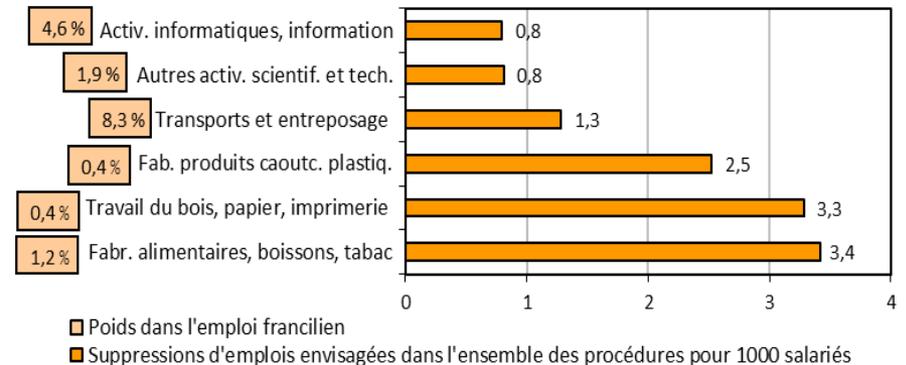
## Accompagnement des mutations économiques

Répartition par territoire	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T12020	41	11	4	3		14	5	2	2	0
T12020	41	11	4	3		14	5	2	2	0
T12019	66	17	2	7	7	21	6	4	2	2
Emplois menacés	1 782	708	222	147	0	264	309	132	0	/
T12020	1 782	708	222	147	0	264	309	132	0	/
T12019	3 945	720	213	492	975	697	316	382	150	/
Évol. emplois menacés (%)	-55	-2	4	-70	-100	-62	-2	-65	-100	/

### Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE



### Secteurs d'activité les plus affectés proportionnellement à leur emploi local par des PSE



DIRECCTE  
ÎLE-DE-FRANCE

Dossier trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail  
et de l'emploi en Île-de-France

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence,  
de la consommation, du travail et de l'emploi

**Directeur de publication :** Gaëtan Rudant

**Etude et réalisation :** Service Etudes Statistiques Evaluation – [idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

**Conception graphique :** Emmanuelle Seguin

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Île-de-France**

19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers

Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur [www.idf.direccte.gouv.fr](http://www.idf.direccte.gouv.fr)